

La Russie et l'Union Européenne. Une relation nécessaire, mais non suffisante

**Julien Vercueil*,
CREE - INALCO**

Texte issu d'une intervention à la table ronde « l'Union Européenne » des Jeudis de l'Harmattan,
26 rue des Ecoles, Paris, 30 mars 2017
Texte provisoire, commentaires bienvenus

Depuis le déclenchement du conflit en Ukraine, les relations diplomatiques et économiques entre l'Union Européenne et la Russie sont sous le feu des projecteurs médiatiques. En France, c'est le renoncement aux livraisons des navires de classe « Mistral » à l'armée russe qui a été l'une des conséquences les plus commentées du durcissement de ces relations après l'annexion de la Crimée par la Russie. En Allemagne, la question de la dépendance au gaz russe se pose avec une nouvelle acuité, avec le doublement programmé des capacités de livraison du gazoduc russe Nord Stream en mer baltique. En Hongrie ou en Grèce qui se trouvent, pour des raisons différentes, dans une période de crise de leurs relations avec les institutions européennes, les dirigeants ont été tentés récemment de se tourner vers la Russie afin d'user de son contrepoids dans leurs propres négociations.

La Russie sort à peine d'une crise économique profonde, qui, une fois encore, a mis en évidence ses vulnérabilités structurelles. L'Union Européenne n'est pas exempte de soubresauts. Elle connaît même une crise structurelle, qui est liée à la fois aux difficultés de la zone euro, aux déséquilibres budgétaires et extérieurs de certains de ses pays membres et au Brexit, mais qui provient également d'un doute plus profond sur sa capacité, dans sa configuration actuelle, à surmonter les tensions économiques et politiques surgies durant la dernière décennie.

Dans ce contexte, il est utile de mettre en perspective les développements récents de la relation UE-Russie et de montrer les enjeux économiques de moyen et long terme qui se situent derrière cette relation. La Russie est un fournisseur majeur d'énergie de l'UE, mais également un marché significatif pour ses exportations de biens d'équipements, de biens de consommation et de services. C'est également, depuis le début des années 2000, une destination prisée des investisseurs européens, attirés par un marché de 143 millions de consommateurs. A l'inverse, la relation à l'UE est vitale pour l'économie de la Russie. Principal fournisseur de devises étrangères du pays, l'Europe est également depuis vingt cinq ans un fournisseur de technologies et de savoir-faire qui ont contribué de manière décisive à la modernisation des quelques secteurs qui se sont ouverts aux investisseurs étrangers (grande distribution et automobile par exemple). A bien des égards, l'Union Européenne et la Russie entretiennent une relation nécessaire.

L'objet de cette contribution est de proposer un bilan global de cette relation et de tracer ses perspectives possibles d'évolution, en insistant sur les possibilités de sortie de la crise actuelle. Pour ce faire, nous commencerons par dresser un état des lieux des échanges entre l'UE et la Russie. Nous montrerons ensuite les raisons des fluctuations de

* L'auteur remercie Françoise Renversez pour ses remarques sur une première version de ce texte. Il reste responsable des erreurs et omissions éventuelles.

la qualité de leurs relations diplomatiques et politiques en examinant les conséquences des difficultés apparues en fin de période. Enfin, nous proposerons des pistes de réflexion pour l'avenir au travers de quelques variantes de scénarii d'évolution.

1. Une relation actuellement dominée par le « moment politique » russe

L'état actuel des relations économiques bilatérales est dominé par le diptyque « sanctions – contre sanctions » lié à l'annexion de la Crimée et le soutien apporté par la Russie aux séparatistes du Donbass ukrainien. Cette décision d'annexer la Crimée et de s'impliquer militairement dans le conflit opposant les séparatistes ukrainiens et le pouvoir de Kiev a précipité un « moment politique » en Russie (Vercueil, 2016a), décidé par le président russe, qui a consisté à mettre de côté les questions économiques pour concentrer ses priorités sur les décisions à fort impact en termes de politique intérieure et de géopolitique extérieure. La décision a donc été prise d'intervenir militairement et politiquement en Ukraine, quel qu'en soit le prix économique et social. Celui-ci s'est avéré particulièrement lourd pour la population russe, qui a supporté l'essentiel des pertes en termes de pouvoir d'achat (Vercueil, 2017a). Les gains de politique intérieure (passage de la popularité du président de 60 à plus de 80 %, nouvelles opportunités de justification, par le « terrorisme pro-ukrainien », du durcissement de la répression intérieure), les gains géopolitiques et en termes de politique extérieure (affirmation de puissance, reprise de l'initiative stratégique, extension du territoire contrôlé par l'armée russe, élargissement de la façade maritime ouverte sur la Mer noire, affaiblissement durable de l'Ukraine, gain de prestige auprès de nombre de gouvernements autoritaires et dictatoriaux dans le monde), ont paru suffisants aux autorités russes pour justifier les pertes économiques subies.

Ce « moment politique » inauguré par l'annexion de la Crimée a immédiatement fait tâche d'huile sur la relation économique avec l'UE. Celle-ci a, elle aussi, été emportée par les considérations politiques. Après la destruction en vol de l'avion de la *Malaysian Airlines* au-dessus du Donbass, les sanctions occidentales, initialement cantonnées à une liste de personnalités politiques et économiques impliquées dans l'annexion de la Crimée, ont pris un tour économique. Elles ont visé des secteurs sensibles pour l'économie russe : le système financier, via l'interdiction de refinancer à plus de trente jours en devises une liste des plus grands établissements financiers russes ; le système énergétique, avec l'interdiction de participer à des projets à fort contenu technologique (pétrole et gaz non conventionnels, forages de grande profondeur, cercle polaire arctique) ; le complexe militaro-industriel avec l'interdiction de transactions dans le domaine militaire. En réponse, le gouvernement russe a prononcé un embargo sur les produits frais du secteur agricole en provenance des pays à l'origine des sanctions – dont l'Union européenne, principal fournisseur de ces produits à la Russie.

Les effets de ces mesures, prises durant l'été 2014, sur les flux concernés ont été significatifs : les exportations agricoles européennes ont effectivement très fortement chuté, même si des solutions de contournement, légales ou non, ont parfois été expérimentées avec succès par certains exportateurs et importateurs. Les financements à moyen terme en euros ont effectivement été asséchés pour certains grands opérateurs, ce qui a conduit les entités russes à se désendetter en devises (euros et dollars, car des

sanctions similaires ont été prises par les États-Unis à l'encontre de la Russie), pour environ un tiers de leurs engagements au cours des deux dernières années².

Les sanctions ont cependant eu un autre effet, imprévu celui-là : elles ont contribué au gel de transactions non concernées par elles (les transactions commerciales traditionnelles sur des biens non agricoles par exemple), par « effet de halo ». En effet, les banques occidentales ont été de plus en plus réticentes à accompagner des projets orientés vers un pays sous sanctions, même si celles-ci ne concernent pas le secteur du projet.

Entravé par le mécanisme des sanctions et contre-sanctions, le commerce bilatéral entre l'UE et la Russie a chuté. Il ne représentait plus que 191 milliards d'euros en 2016, contre 339 en 2012, année de son maximum. Mais la dégradation de la relation politique bilatérale n'est ni la seule, ni même la principale cause de cette baisse : l'effet direct du conflit sur le climat des affaires en Russie et dans la région, la chute des prix des hydrocarbures au deuxième semestre 2014 et la crise interne de l'économie russe l'expliquent bien davantage (Vercueil, 2015).

Tout en observant une forte contraction de ses échanges avec la Russie, l'UE reste, de très loin, le principal partenaire économique de la Russie. Elle représente entre 40 et 50 % de ses échanges extérieurs. C'est trois fois le volume de commerce de la Russie avec la Chine, dix fois celui avec les États-Unis. L'UE reste également le principal investisseur étranger en Russie, et la principale destination de ses flux d'investissements directs sortants³. Dans la relation UE-Russie, l'économie semble donc résister, au moins en termes relatifs, au « moment politique » de la Russie.

2. Un essor contrarié : 2000-2008

Les événements récents surviennent sur un arrière-plan qu'il faut aussi analyser pour en comprendre les enjeux actuels. Depuis le début des années 2000, les relations UE-Russie ont suivi un parcours en dents de scie, dont les phases correspondent approximativement aux quatre mandats présidentiels de Vladimir Poutine, interrompus par l'intérim de Dmitri Medvedev.

De 2000 à 2004, le phénomène dominant est le redressement de l'économie russe, qui avait été durement touchée par la dépression des années 1990 et la crise monétaire, budgétaire et financière d'août 1998. La stabilisation institutionnelle obtenue par Vladimir Poutine rassure quelque peu ses partenaires européens, qui commencent à s'intéresser au potentiel de croissance de l'économie russe. Le statut d'économie de marché lui est accordé en 2002 par l'UE, qui apporte ainsi son soutien à son processus de négociation d'accession à l'Organisation Mondiale du Commerce. L'intensification des échanges, qui croissent rapidement durant cette période, est donc portée à la fois par la remontée – encore modérée – des prix internationaux des hydrocarbures et par la vive croissance de la demande intérieure russe, qui nourrit ses importations en provenance de l'UE. L'intérêt de la population russe pour la « qualité européenne », effectivement

² Données Banque Centrale de Russie, premier trimestre 2017.

³ Cette position s'entend hors IDE vers et en provenance des paradis fiscaux, qui occupent une place disproportionnée dans les statistiques russes (Barbade, Bermudes, Panama, Iles vierges Britanniques, Luxembourg, Chypre... les deux derniers étant membres de l'Union Européenne)

supérieure en moyenne à celle des productions industrielles et de service locales, trouve son pendant dans les élites politiques. Durant cette période, les nouveaux dirigeants russes étudient la manière dont ils pourraient tirer profit de l'expérience européenne en matière d'aménagement du territoire, d'intégration économique, de construction institutionnelle. L'image de l'UE est alors positive, notamment auprès de Vladimir Poutine. Hormis les questions énergétiques et commerciales, l'un des thèmes des discussions bilatérales les plus importants à cette époque est la suppression du régime des visas, qu'espèrent vivement les hommes d'affaires et touristes russes, mais que ne veut pas accorder l'UE, dont les dirigeants craignent notamment qu'elle ouvre la porte à la croissance de l'influence du crime organisé russe sur son territoire.

La période suivante – 2004-2008 – est le théâtre de nombreux changements dans cette relation : tandis que la croissance économique s'accélère en Russie (mais également au sein de l'UE), les relations politiques commencent à se tendre. Le premier événement marquant est l'élargissement de l'UE à dix nouveaux pays, dont d'ex-républiques de l'Union Soviétique frontalières de la Russie : les Pays baltes. D'un côté, cet élargissement est porteur de promesses économiques pour la Russie, puisque la croissance des Pays baltes, de la Pologne et des autres pays d'Europe centrale et orientale sera désormais soutenue par leur accession à l'UE et qu'elle apportera de nouvelles opportunités commerciales aux entreprises russes. Mais d'un autre côté, il est aussi le premier signe tangible d'une exportation des normes de l'UE sur des territoires autrefois placés sous l'autorité directe ou indirecte de Moscou. En même temps que leur processus d'adhésion à l'UE progressait, la plupart des pays centre et est-européens ont complété leur adhésion à l'OTAN, dont la Russie interprète l'existence comme une menace pour sa sécurité.

Le deuxième événement marquant pour le pouvoir russe est la révolution orange en Ukraine. En montrant, après la « révolution des roses » de l'automne 2003 en Géorgie et l'élection comme président du très libéral et pro-occidental Mikheil Saakachvili, que des gouvernements pro-russes pouvaient être renversés par la rue, la révolution ukrainienne a persuadé les autorités qu'un agenda était en cours en Occident, qui visait à placer des régimes pro-occidentaux partout où cela était possible dans les pays issus de l'ex-Union soviétique.

En sens inverse, l'arrestation en 2004 puis la condamnation de Mikhaïl Khordokovsky, flamboyant propriétaire de *Yukos*, la plus grande compagnie pétrolière de Russie, suivie du dépeçage judiciaire de son entreprise, dont les actifs finissent dans l'escarcelle de son principal concurrent, l'entreprise publique *Rosneft*, ne font rien pour rassurer les européens sur l'évolution de l'état de droit dans le pays. Le fait que Khordokovsky soit devenu avec les années un opposant politique de premier plan à Vladimir Poutine explique en grande partie ses déboires judiciaires (Sakwa, 2014). Mais l'affaire *Yukos* est aussi une illustration des limites structurelles de la séparation des pouvoirs en Russie, point éminemment sensible pour les démocraties européennes.

Sur le plan économique, la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en 2006, qui permet l'évacuation des huiles de la Caspiennes et potentiellement de l'Asie centrale vers l'Europe sans passer par la Russie, brise le monopole des conduites russes dans le domaine des hydrocarbures. Il est suivi en 2008 par le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum, aux effets identiques sur le plan gazier, qui confirme la volonté des *majors* occidentales

de construire des dispositifs de substitution à l'approvisionnement en hydrocarbures en provenance de la Russie. Cette question est également soulevée par les dissensions de plus en plus vives entre la Russie et ses voisins (d'abord le Belarus, puis l'Ukraine) sur les modalités du transit du gaz russe par leur territoire lors de son expédition vers l'Europe occidentale. De 2006 à 2009, ces périodiques « crises du gaz » vont envenimer les relations énergétiques entre la Russie et l'Union Européenne (Busygina et Filippov, 2013). Elles alimentent les soupçons des européens sur l'instrumentalisation par la Russie de son statut de fournisseur dominant de gaz à l'UE. Elles irritent également les autorités russes, qui s'estiment prises en otage par les pays de transit dont elles ne contrôlent pas les gazoducs, et qu'elles accusent non seulement de ne pas honorer leurs contrats pour le transit et la consommation du gaz, mais également de ternir la réputation internationale de *Gazprom*.

Ces crispations sont alimentées aussi par la remise en cause des accords de partage de la production (APP) signés par Boris Eltsine dans le secteur énergétique durant les années 1990. Ces concessions accordées à des consortiums occidentaux pour l'exploitation de gisements d'hydrocarbures situés sur le territoire de la Russie apparaissent à beaucoup d'observateurs comme excessivement généreuses. Dans certains cas particulièrement emblématiques (le gisement de *Kovytk*a en Sibérie orientale et celui de *Sakhaline 2*, dans le district fédéral d'Extrême orient), les licences d'exploitation sont remises en cause par les autorités, notamment au motif - fort commode pour le pouvoir- de violations de la réglementation en matière d'environnement. *Gazprom*, qui dans les deux cas, avant ou pendant la tourmente judiciaire, se porte candidat au rachat de parts de la concession, obtient systématiquement gain de cause, à un prix largement inférieur à la valeur estimée des actifs (Goes, 2013). Là encore, la collusion entre intérêts économiques et politiques en Russie s'exprime très clairement, au profit des nouvelles élites dirigeantes.

Paradoxe apparent, cette période est aussi celle durant laquelle les investissements directs étrangers atteignent des sommets en Russie. L'explication en est simple : elle tient à la vigueur de la croissance russe. Les entreprises occidentales –au premier rang d'entre elles, les européennes – ne veulent pas manquer une part de ce grand marché potentiel qui est en train de se développer de l'autre côté de l'Europe. En 2007-2008, la Russie devient le quatrième marché européen pour le commerce de détail, derrière l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne. Moscou est alors le plus grand marché urbain de biens et services de consommation courante, détrônant Londres, Paris, Milan et Berlin⁴. Les taux de croissance de ces marchés dépassent alors 10 % par an. Les investisseurs occidentaux ne veulent pour rien au monde manquer de telles opportunités de croissance qui ne se présentent plus en Europe occidentale. A leurs yeux la Russie fait partie des « grands émergents », et capter les gisements de croissance suppose de savoir prendre des risques.

3. Depuis 2008, le temps des turbulences

L'année 2008 est celle des premiers chocs sérieux pour l'économie russe. La crise des *subprimes*, dont les autorités russes se sont un temps proclamées immunes, finit par ses répercussions par toucher sévèrement l'économie de la Russie. En provoquant une crise financière internationale et un net repli du commerce international, elle précipite la

⁴ BOFIT Weekly, 25/04/2008.

chute des prix des hydrocarbures et gèle le système bancaire et financier russe, ce qui stoppe la dynamique macroéconomique du pays. Engagée plus tardivement, la récession économique est en Russie plus profonde qu'ailleurs. Le PIB chute de 8 % durant la seule année 2009, malgré une impulsion budgétaire contra-cyclique de plus de 6 % du PIB. A ce moment, un événement militaire représente un point de bascule important. A l'été 2008, la « guerre des cinq jours » (Romer, 2005, p. 89), conflit éclair menée en Abkhazie et Ossétie du Sud, deux républiques séparatistes de la Géorgie contre son président Mikhaïl Saakashvili montre aux autorités russes que l'armée nationale peut mener à bien une opération unilatérale à l'extérieur de son territoire sans encourir de réaction militaire de la part de ses partenaires occidentaux. Mais elle n'en améliore pas pour autant ses relations avec l'UE, au contraire.

Durant les années qui suivent, la gestion des conséquences de la crise financière par les autorités européennes contribue au développement d'une crise des dettes souveraines, qui se transforme bientôt en véritable crise de la zone euro. Ceci alimente le retournement de l'opinion publique en Russie sur le « modèle » des institutions de l'UE pour la Russie : celles-ci et leurs politiques sont alors réinterprétées par un nombre croissant d'observateurs comme un facteur d'aggravation de la crise et non comme un rempart contre celle-ci. Le parallèle entre l'URSS, moloch bureaucratique qui finit par s'effondrer sur lui-même du fait de ses propres incapacités économiques, et les difficultés de l'Union Européenne, est alors de plus en plus utilisé. Ce revirement d'opinion vis-à-vis de l'UE est peu à peu intégré par Vladimir Poutine⁵ qui s'efforce alors d'accréditer, en accord avec ses nouvelles priorités politiques et idéologiques, l'idée plus large que la civilisation libérale de l'Occident est engagée dans une impasse et que la Russie doit s'en démarquer pour préserver ses traditions et son identité.

Sur le plan énergétique, l'Union Européenne tente de développer les canaux d'approvisionnement gazier alternatifs au système *Droujba* hérité de l'Union Soviétique, qui achemine le gaz en provenance de Russie. En face, *Gazprom* fait avancer sa stratégie de contournement des pays de transit que sont l'Ukraine et le Belarus par la construction du gazoduc sous-marin *Nord Stream*. La concurrence que se livrent les différents projets de gazoducs est féroce. Elle se conclut par l'abandon du projet *Nabucco* soutenu par la Commission européenne, qui proposait la création d'un nouveau couloir d'approvisionnement par le sud-est de l'Europe, susceptible de connecter l'UE aux ressources d'Asie centrale. En revanche, *Nord Stream* voit le jour en mer baltique, affaiblissant le pouvoir de négociation de l'Ukraine vis-à-vis de *Gazprom*. Toutefois, la victoire de *Gazprom* n'est pas totale. Les fortes fluctuations des prix du pétrole entre 2008 et 2009 et une stratégie hasardeuse d'endettement en devises l'ont fragilisé. Ses appétits en matière de rachat de distributeurs ouest-européens sont par ailleurs contrariés par un projet de directive porté par le Parlement européen, qui interdit à un opérateur énergétique dominant dans le domaine de la production et du transport d'acquérir des positions en Europe occidentale dans celui de la distribution. Ce texte, par ailleurs cohérent avec la politique globale de la concurrence de l'UE, est interprété comme une véritable « directive anti *Gazprom* » (Mandil, 2008, p. 17).

⁵ Cette rhétorique s'est développée depuis. Voir par exemple les déclarations de Vladimir Poutine à propos de l'UE en décembre 2016 : <http://www.express.co.uk/news/world/746831/Vladimir-Putin-conference-EU-soviet-union-brussels-European-Union-supreme-council> (Dernière consultation : 3 avril 2017)

Un élément dégrade encore davantage la relation UE-Russie durant cette période : il s'agit du programme de partenariat oriental de l'Union Européenne. Mené avec le concours actif de la Suède et soutenu par la Pologne et les pays Baltes, fers de lance de la lutte contre l'influence russe en Europe, il vise à associer de plus en plus étroitement à l'UE plusieurs pays non membres issus de l'Union soviétique : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Il est accéléré par la guerre russo-géorgienne de 2008. En réponse à ce qu'elles considèrent comme une ingérence de plus de l'UE dans son domaine d'influence réservé, les autorités de la Russie proposent à plusieurs de ces pays de s'engager dans un processus d'intégration économique régional sous la forme initiale d'une Union douanière, appelée à s'approfondir par la suite avec la création d'une Union Économique Eurasiatique. L'Arménie, fragilisée par son conflit latent avec l'Azerbaïdjan voisin et sa dépendance énergétique envers la Russie, finira par accepter. Elle est désormais membre de l'Union Économique Eurasiatique et n'a pas souhaité signer de nouvel accord avec l'UE.

De son côté, l'Ukraine est alors en proie à des difficultés financières grandissantes. Le gouvernement de Viktor Ianoukovitch est alors loin d'être aussi pro-occidental que ses prédécesseurs issus de la révolution orange. Il reporte initialement son choix entre les propositions russe et européenne. Mais à l'automne 2013, alors que les pressions exercées par la Russie montent sérieusement à l'approche de la signature de l'accord de libre échange complet et approfondi (ALECA) avec l'UE, le président Ukrainien annonce qu'il repousse *sine die* sa signature de l'ALECA, prévue pour la fin du mois de novembre. Cette décision provoque les rassemblements de la place *Maidan*, déclenchant la première d'une suite de déflagrations dont l'aboutissement sera le renversement du pouvoir ukrainien, l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass (Armandon, 2016). Le niveau actuel des turbulences entre l'Union Européenne et la Russie est largement le fruit de ce processus.

4. Quelles perspectives ?

Les fondamentaux de la relation UE-Russie sont asymétriques car les dimensions économiques des partenaires sont très différentes. Au taux de change courant, la taille de l'économie russe est l'équivalent de celle de l'Espagne. L'Union Européenne crée chaque année huit fois plus de richesses que la Russie. Tandis que l'UE représente près de 50 % des échanges de la Russie, cette dernière ne pèse pas plus de 4 à 5 % de ceux de l'UE. A cette asymétrie dimensionnelle s'ajoute une asymétrie qualitative : les exportations de l'UE sont constituées de biens à fort contenu technologique, ce qui est loin d'être le cas des matières premières et produits de base exportés par la Russie. Malgré des conditions locales parfois difficiles, de nombreuses multinationales européennes ont pris pied en Russie et y ont développé leurs méthodes de gestion et leurs réseaux, qui ont une réelle influence sur le fonctionnement de secteurs entiers sur le terrain, tandis que la présence économique russe en Europe occidentale est parcellaire et à peine perceptible.

Pour ces raisons, la Russie dépend de manière vitale de l'Europe occidentale. En sens inverse, les livraisons de matières premières énergétiques russes restent stratégiques pour l'UE, qui se trouve en situation de dépendance extérieure croissante avec l'épuisement progressif de ses gisements en mer du Nord (Bilgin, 2009). La relation économique entre les deux partenaires, bien que déséquilibrée, est structurellement

solide. Elle continuera à l'avenir de se situer aux niveaux atteints durant les dernières années, même si les relations diplomatiques entre les pays occidentaux et la Russie ne s'améliorent pas.

En revanche, la capacité de l'économie de la Russie à prendre le virage du développement économique en construisant un environnement favorable à la croissance de la productivité et de la qualité des productions locales dépend dans une large mesure de la nature de son ouverture à l'Europe occidentale. Si elle demeure dans une situation d'isolement relatif sur les plans technologique et institutionnel, elle repoussera d'autant les possibilités de montée en puissance de son tissu productif et restera enfermée dans un régime d'accumulation de type rentier, qui constitue la cause principale de ses fragilités structurelles et explique la stagnation économique constatée depuis une décennie dans le pays. Les dynamiques observées actuellement en Russie vont plutôt dans le sens d'un renforcement de la logique rentière : les forces tendant à une isolation croissante des acteurs économiques russes des flux internationaux de technologies et d'idées sont actuellement dominantes, ce qui présente le risque, à terme, d'une marginalisation et d'une arriération croissante de pans entiers de l'économie, hormis certains secteurs prioritaires, comme au temps de l'Union soviétique.

Dans ce contexte, l'impact structurel d'un pivot vers l'Asie, parfois proclamé par le pouvoir russe, paraît limité. Les contraintes géoéconomiques – la population et les activités économiques sont très majoritairement situés dans la partie occidentale de l'immense territoire russe -, la dimension qualitative de ce pivot – en particulier la possibilité que des transferts significatifs de technologies aient lieu en Russie en provenance de la Chine -, et les questions institutionnelles – la capacité discutée de la Chine à stimuler en Russie le développement des institutions nécessaires pour accroître à moyen terme son potentiel de développement économique – incitent à être prudent quant aux perspectives économiques réelles, au-delà du court terme, qu'offre ce potentiel pivot à la Russie. Géo-économiquement indiscutable, l'intensification des échanges de la Russie avec l'Asie n'est pas porteuse de transformations économiques majeures pour le pays (Vercueil, 2017b).

En revanche, la nouvelle donne constituée par l'arrivée de D. Trump et de son équipe au pouvoir peut être source de changements dans la relation de la Russie avec les États-Unis. Ceci peut avoir des effets en retour sur sa relation avec l'Union Européenne, qui n'iront pas nécessairement dans la direction d'un apaisement. On peut imaginer qu'à court terme, des dissensions croissantes se fassent jour au sein de l'UE sur le devenir des sanctions à l'égard de la Russie. Par nature, l'effet de ces dissensions sur la politique globale de l'UE est toutefois difficile à prévoir.

Il est probable que les relations économiques actuelles entre l'UE et la Russie aient atteint aujourd'hui leur étiage. Leur reprise éventuelle, dans un contexte sans grand changement, n'aurait pas d'impact déterminant sur la trajectoire macroéconomique de la Russie. Car les clés des nombreux problèmes structurels que connaît actuellement l'économie du pays ne se situent pas dans sa relation avec ses partenaires. Pour l'essentiel, elles sont aux mains de ses dirigeants.

Références bibliographiques

Armandon E., 2016 : *Géopolitique de l'Ukraine*. PUF (coll. Que Sais-Je ?).

Bilgin M., 2009 : « Geopolitics of European natural gas demand : supplies from Russia, Caspian and the Middle East », *Energy Policy*, Vol.37, n°11, novembre 2009, p. 4482-4492.

Busygina I., Filippov M., 2013 : « Resource Curse and Foreign Policy : Explaining Russia's Approach towards the EU », in Godzimirski J. (Ed.), *Russian Energy in an Changing World. What is the outlook for the Hydrocarbons Superpower ?*, Farnham : Ashgate, 2013, p. 91-110.

Goes S., 2013 : « Foreigners in the Russian petroleum sector : the cases of Sakhalin-II and TNK-BP », Ph. D Thesis, University of Tromso : Faculty of Humanities, Social Sciences and Education, [en ligne],

<http://munin.uit.no/bitstream/handle/10037/5348/thesis.pdf?sequence=2&isAllowed=y>

Dernière consultation : 03/04/2017.

Mandil E., 2008 : *Sécurité énergétique et Union Européenne. Propositions pour la présidence française. Rapport au Premier Ministre*. 21 avril 2008. [En ligne] : https://set.kuleuven.be/archief/docs/mandil_rapport.doc

Dernière consultation : 03/04/2017.

Romer J.-C., 2015 : *Russie-Europe. Des malentendus paneuropéens*. Paris : L'Inventaire – l'observatoire franco-russe, 108 p.

Sakwa R., 2014 : *Putin and the Oligarch. The Khodorkovsky-Yukos Affair*. New-York : I.B. Tauris.

Vercueil J., 2015 : « Au risque du politique. Situation et perspectives de l'économie russe en 2015 », in Dubien A. (Dir.), *Russie 2015. Regards de l'observatoire franco-russe*. Moscou et Paris : CCIFR – Les éditions du cherche midi, 2015, p. 15-24.

Vercueil J., 2016 : « Le moment politique de l'économie russe », *Revue de défense nationale*, n°783, octobre 2015, p. 91-97.

Vercueil J., 2017a : « Au rythme du métronome russe. Les répercussions économiques de la crise en Russie dans l'espace post-soviétique », *Les Études du CERI*, n°228-229, février 2017, p. 25-31.

Vercueil J., 2017b : « L'Asie, un axe économique stratégique pour la Russie ». Entretien. *Diplomatie*, n°86, mai-juin 2017, p. 51-55.

